

**Corporation des associations de détaillants
d'automobiles
Mémoire prébudgétaire 2018**

Présenté au : Comité permanent des finances de la Chambre des
communes
Présenté par : Corporation des associations de détaillants
d'automobiles
Date : Le 31 juillet 2018

Aperçu

La Corporation des associations de détaillants d'automobiles (CADA) est la corporation nationale des concessionnaires franchisés de véhicules qui vendent des voitures et des camions neufs. La CADA gère des enjeux nationaux qui affectent le bien-être des concessionnaires franchisés de voitures et de camions. La corporation défend également les points de vue et les préoccupations des concessionnaires auprès du Parlement, des organismes fédéraux, des tribunaux, du public et des fabricants d'automobiles du Canada.

Nous représentons plus de 3 200 petites et moyennes entreprises en activité. Nos membres emploient plus de 150 000 Canadiens dans chaque province, ville, village et communauté du pays. Alors que nous nous trouvons au cœur de ce qui pourrait bien être une sixième année record consécutive pour les ventes de voitures neuves et les ventes totales, les détaillants d'automobiles représentent l'une des sources les plus précieuses de recettes fiscales pour les gouvernements à tous les paliers.

La demande du Comité des finances de la Chambre des communes concernant les priorités fédérales en matière de dépenses se trouve à un tournant critique pour notre économie. Notre seule recommandation reflète l'urgence croissante avec laquelle nos membres considèrent la question des tarifs douaniers possibles sur le commerce automobile nord-américain.

La recommandation de la CADA

Pour éviter les hausses des échanges coup pour coup et dollar pour dollar avec les États-Unis dans le cadre de nos relations commerciales sur les automobiles valant 140 milliards de dollars par an

Le problème le plus important et le plus urgent auquel fait face l'industrie automobile canadienne au niveau de la fabrication et de la vente au détail est la tension commerciale actuelle avec les États-Unis.

La menace de tarifs de 25 % émise par l'administration américaine serait dévastatrice pour notre base manufacturière, puisque plus de 80 % des véhicules fabriqués au Canada sont exportés vers le marché américain. Nous applaudissons les efforts du gouvernement jusqu'à présent qui fait tout ce qui est en son pouvoir pour éviter l'imposition de ce tarif douanier.

Cependant, la plus grande menace qui pèse sur l'économie canadienne est non seulement la perspective de ces tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur les importations automobiles du Canada, mais aussi de la possibilité que le gouvernement canadien impose des représailles tarifaires dollar pour dollar.

Dans un rapport récent, nous estimons que plus de 100 000 emplois seraient immédiatement en jeu si les États-Unis imposaient un tarif douanier de 25 % sur les automobiles et si le Canada devait répondre à cette menace avec des tarifs sur les consommateurs canadiens de même envergure. Ce même rapport indiquait que la hausse de la taxe à la consommation engendrée par l'imposition possible de ce tarif canadien se situerait en moyenne entre 5 000 et 9 000 \$ et, dans bien des cas, elle s'avérerait beaucoup plus élevée.

Pas moins de 30 000 des 150 000 emplois de notre réseau de détaillants seraient menacés si le Canada cherchait à égaler les tarifs douaniers sur les automobiles imposés par les États-Unis en



imposant nos propres taxes. C'est de loin la plus grande menace pour notre industrie et notre économie depuis le ralentissement économique de 2008-2009, période au cours de laquelle nous avons perdu près de 20 % de nos ventes très rapidement.

Nous avons depuis regagné les niveaux de ventes d'avant la récession et avons en fait établi un cinquième record consécutif pour les véhicules neufs vendus au Canada en 2017. L'an dernier, c'était la première fois que le marché canadien dépassait les deux millions d'unités vendues, et la première moitié de 2018 nous permet d'affirmer que nous sommes en bonne voie d'atteindre ce niveau à nouveau. Cependant, la menace de tarifs douaniers de part et d'autre de la frontière canado-américaine mettra cette situation en péril.

Bien que nous ne puissions pas contrôler les actions des gouvernements étrangers, nous pouvons contrôler la réponse canadienne. La CADA comprend que le gouvernement doit réagir à tout tarif du gouvernement américain sur les automobiles, mais appliquer la même taxe à nos propres consommateurs ne servirait qu'à nous faire du mal. Nous exhortons le gouvernement à ne pas riposter de manière proportionnelle ou dollar pour dollar si les États-Unis imposent un tarif sur les automobiles pour ses importations. Le consommateur canadien ne peut pas se le permettre, et l'économie canadienne non plus.